



# BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 3 janvier 2022

## Chine continentale

### Conjoncture [\(ici\)](#)

**PMI** : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel convergent et indiquent la poursuite de l'expansion des activités manufacturières

### Banque et finance [\(ici\)](#)

**Marché de change** : la pondération du dollar augmente dans le panier de devises de l'indice CFETS

**Immobilier** : les régulateurs chinois demandent aux institutions financières de financer des fusions et acquisitions (M&A) dans le secteur immobilier

**Monnaie numérique** : les autorités lancent l'application smartphone pour l'utilisation du e-CNY dans plusieurs villes pilotes

### Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

**Contrôle des exportations** : Pékin publie son premier livre blanc sur le contrôle des exportations

**Exportation de produits énergétiques** : la Chine introduit sa première tranche de quotas d'exportation sur certains carburants pour 2022

**Relations Chine-UE** : la Commission européenne impose des droits antidumping sur des tours à vent en acier en provenance de Chine

### Climat des affaires [\(ici\)](#)

**Investissements étrangers** : publication des nouvelles listes négatives

### Industrie et numérique [\(ici\)](#)

**Politique industrielle** : deux plans quinquennaux pour le « smart manufacturing » et l'informatisation nationale sont publiés

**Economie numérique** : la réglementation sur les algorithmes de recommandation est publiée

**Cybersécurité** : publication des mesures d'examen de cybersécurité

**Economie numérique** : licenciements au sein d'entreprises de l'économie des plateformes

**Automobile** : réduction de 30% des subventions pour les achats de nouveaux VEN

**Economie numérique** : Xiaomi, OnePlus et Oppo sont sanctionnés par les autorités indiennes ; Tencent désinvestit de SEA (entreprise technologique singapourienne)

**Construction navale** : en 2021, la Chine est devenue le premier producteur naval en volume

## Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

**Transport aérien** : début du « circuit fermé » destiné à acheminer les athlètes et autres personnels pour les JO de Pékin

**Energie** : la suspension des exportations de charbon indonésien ne devrait avoir qu'un impact mineur en Chine

**Energie** : l'Administration Nationale de l'Energie détaille ses priorités pour 2022

**Marché carbone** : le premier cycle du marché carbone national s'est achevé au 31 décembre, avec un taux de conformité de 99,5% et un prix moyen du carbone à 43 RMB/tonne depuis l'ouverture du marché

**Climat** : la Chine a lancé son premier réseau d'observation des gaz à effet de serre

**Climat** : la Chine interdit la construction de nouvelles installations de production chimique de 5 gaz HFCs

**Climat** : la Chine lancera des programmes pilotes de financement dans le domaine du climat

## Actualités régionales [\(ici\)](#)

**Anhui** : Plan quinquennal pour l'intégration dans le Delta de Yangtsé

## Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

### Hong Kong

**Covid 19** : le gouvernement hongkongais interdit l'arrivée de voyageurs en provenance de 8 pays dont la France et impose de nouvelles mesures de distanciation sociale après la découverte d'un cas de Covid initialement intraçable

**Bourse** : la société SenseTime relance son IPO à Hong Kong peu après un report de celle-ci et voit son titre progresser de plus de 150% en une semaine

**Bourse** : le régime réglementaire permettant la cotation de SPAC à Hong Kong entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022

**Commerce extérieur** : les exportations hongkongaises progressent de 25% en g.a au mois de novembre

**Ventes de détail** : la progression des ventes de détail ralentit au mois de novembre

### Macao

**Tourisme** : hausse du nombre de visiteurs de +144,1% en novembre en glissement mensuel

**Economie** : lancement du programme pilote de Qualified Foreign Limited Partnership (QFLP) dans la zone de coopération Macao-Hengqin à partir du 29 janvier 2022

**Industrie du jeu** : publication du rapport final suite à la consultation sur la loi sur les jeux

**Industrie du jeu** : hausse de 43,7% des revenus des casinos en 2021

## Taiwan [\(ici\)](#)

**Taux d'intérêt** : la CBC maintient ses taux directeurs et revoit ses prévisions de croissance à la hausse

**Export** : la demande externe adressée à Taiwan a enregistré une nouvelle hausse en novembre

**IDE** : baisse des investissements étrangers à Taiwan sur les onze premiers mois

**Mobilité urbaine** : Kaohsiung comptera une troisième ligne de métro en 2028

**Parc scientifique de Taichung** : des résultats boostés par le secteur des semi-conducteurs

**Semi-conducteurs** : les autorités autorisent le projet d'investissement de TSMC au Japon

## Mongolie ([ici](#))

**Croissance économique :** *la croissance devrait atteindre entre 4 et 6% en 2022*

**Politiques publiques :** *l'électricité des ménages subventionnée jusqu'en juin 2022*

**Situation sanitaire :** *trois jours de quarantaine requis à l'arrivée*

# Chine continentale

## Conjoncture

### **PMI : le PMI manufacturier publié par Caixin-Markit et le PMI manufacturier officiel convergent et indiquent la poursuite de l'expansion des activités manufacturières**

Pour le secteur manufacturier, [l'indice des directeurs d'achats \(PMI\) Caixin-Markit](#) s'élève à 50,9 en décembre (contre 49,9 en novembre), soit le niveau le plus haut depuis juin 2021, en raison de la croissance de la production et de la hausse de la demande intérieure sous l'atténuation de la pression inflationniste. [L'indice PMI manufacturier officiel](#) augmente quant à lui à 50,3 (contre 50,1 en novembre). L'évolution de l'indice PMI manufacturier s'explique par l'augmentation généralisée des sous-indices principaux, certains demeurant cependant en-deçà du seuil d'expansion : indice de nouvelles commandes (49,7 contre 49,4), indice du stock de matières premières (49,2 contre 47,7), indice de l'emploi (49,1 contre 48,9), indice des anticipations des activités commerciales (54,3 contre 53,8). Il convient de noter que les sous-indices de la production et des nouvelles commandes à l'exportation s'abaissent cependant à 51,4 (contre 52,0 en novembre) et à 48,1 (contre 48,5 en novembre). Les PMI manufacturiers officiels des grandes et des moyennes entreprises s'élèvent tous deux à 51,3 en décembre, contre respectivement 50,2 et 51,2 en novembre. Les petites entreprises sont fortement affectées par le ralentissement économique en affichant une baisse mensuelle de 2 points de pourcentage à 46,5 en décembre.

En outre, [le PMI non manufacturier officiel](#) rebondit à 52,7 (contre 52,3 en novembre). Ce rebond s'explique principalement par la croissance des nouvelles commandes à l'exportation (47,7 contre 47,5) et des stocks (46,4 contre 45,6). *A contrario*, le principal sous-indice, celui des nouvelles commandes, reste en-dessous du seuil d'expansion depuis sept mois consécutifs à 48,4 (contre 48,9 en novembre).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes. Il arrive donc régulièrement aux deux indices de diverger.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Banque et finance

### Marché de change : la pondération du dollar augmente dans le panier de devises de l'indice CFETS

Le 31 décembre, [le China Foreign Exchange System \(CFETS\) a annoncé que des ajustements dans les pondérations des devises du panier CFETS](#) entreraient en vigueur à partir du 1er janvier 2022. Les principales évolutions par rapport aux pondérations de 2021 s'opèrent comme suit : dollar des Etats-Unis (+1,1%), euro (+0,3%), dollar australien (-0,2%), et yen japonais (-0,2%). Les poids des trois devises principales du panier s'établissent ainsi respectivement à 19,88% pour le dollar américain, 18,45% pour l'euro et 10,76% pour le yen japonais. C'est la première fois que le CFETS augmente la pondération du dollar, après plusieurs réductions depuis le lancement du panier de devises en 2015. Cette mesure intervient après que la Chine a intensifié ses efforts pour stimuler les achats de certains biens et services américains, visant à réaliser ses engagements dans le cadre de l'accord commercial Phase I, conclu entre les deux parties en janvier 2020. En 2020, le commerce entre la Chine et les Etats-Unis a augmenté de 8,8% pour atteindre 4060 Mds RMB (587 Mds USD).

Pour mémoire, la Chine a introduit l'indice CFETS (indice pondéré en fonction des échanges commerciaux) en décembre 2015 dans le cadre d'une restructuration visant à mettre en place un régime de change plus transparent et plus axé sur le marché. En 2017, le CFETS a augmenté le nombre de devises étrangères pondérées à 24 contre 13. Le 10 décembre 2020, l'indice CFETS a atteint un niveau record en six ans à 102,86, en raison de la forte croissance des exportations chinoises et des flux de capitaux entrants sur les marchés financiers en Chine.

### Immobilier : les régulateurs chinois demandent aux institutions financières de financer des fusions et acquisitions (M&A) dans le secteur immobilier

La PBoC a encouragé les institutions financières à financer des fusions et acquisitions dans le secteur immobilier, visant à réduire les actifs et les passifs des promoteurs très endettés tout en protégeant les intérêts des acquéreurs de logement, comme l'a indiqué Zou Lan, chef du département des marchés financiers à la PBoC, lors d'une [conférence de presse le 30 décembre](#). Mi-décembre, la PBoC et le régulateur des banques et des assurances chinois (CBIRC) ont publié un avis enjoignant aux institutions financières d'aider les sociétés immobilières « de qualité » (i.e. présentant des situations financières solides) à acquérir les principaux projets profitables et à forte valeur ajoutée de grands promoteurs en difficulté (« 重点支持优质的房地产企业兼并收购出险和困难的大型房地产企业的优质项目 »). Les régulateurs ont également déclaré que les sociétés immobilières de « haute qualité » émettant des obligations sur le marché interbancaire pour lever des fonds en vue de réaliser des fusions et acquisitions devraient être soutenues, selon [Financial News](#), un média soutenu par la PBoC.

Ces mesures reflètent les efforts récents des autorités pour atténuer les restrictions de financement s'appliquant aux promoteurs immobiliers chinois, dont certains font face à de sévères crises de liquidités en raison de l'accumulation d'importants niveaux de dettes et du resserrement réglementaire accru ces deux dernières années. Ces dernières semaines, les autorités chinoises ont tenté de restaurer la confiance dans le marché immobilier afin d'éviter que les troubles ne s'aggravent. A l'échelle locale, les autorités ont commencé à assouplir certaines restrictions de financement pour les promoteurs (recours aux recettes issues des pré-ventes de logement, augmentation de l'encours des prêts par les banques, modifications des règles d'enchères foncières, etc.) et les acheteurs de logement (subventions et incitations fiscales pour soutenir la demande de logements).

## Monnaie numérique : les autorités lancent l'application smartphone pour l'utilisation du e-CNY dans plusieurs villes pilotes

Le 4 janvier 2022, les autorités ont lancé une application (version pilote) pour smartphone permettant d'effectuer des paiements et transferts de e-CNY, monnaie numérique développée par la PBoC, ouverte aux utilisateurs de 12 municipalités, dont Shenzhen, Suzhou, Chengdu et Shanghai, ainsi qu'aux délégations étrangères qui se rendront en Chine lors des Jeux olympiques d'hiver à Pékin en février prochain. Les utilisateurs éligibles peuvent désormais créer un compte afin d'utiliser leur portefeuille numérique d'e-CNY depuis l'application, et devront choisir l'une des neuf banques partenaires de la PBoC, à associer à leur portefeuille, parmi lesquelles les six grandes banques commerciales publiques (*Industrial & Commercial Bank of China (ICBC)*, *China Construction Bank (CCB)*, *Bank of China (BoC)*, *Bank of Communications (BoCom)*, *Agricultural Bank of China (ABC)* et *Postal Savings Bank of China*) et deux banques en ligne (*WeBank*, plateforme de Tencent et *MYbank*, exploitée par *Ant Group* et *China Merchants Bank*).

Les utilisateurs pourront transférer des fonds entre leurs comptes bancaires et leur portefeuille numérique, ainsi que vers d'autres utilisateurs, et effectuer des paiements en ligne et hors ligne auprès des commerces le permettant. Selon les modalités d'inscription (documents fournis et profil de l'utilisateur), quatre types de portefeuilles e-CNY seront disponibles, présentant des soldes et des plafonds de paiement différents. Par exemple, le type 4 prévoit un solde maximum de 10 000 e-CNY (1570 USD), un seul paiement ne pouvant dépasser 2 000 e-CNY, les paiements quotidiens ne pouvant dépasser 5 000 e-CNY et les paiements annuels 50 000 e-CNY (il s'agit du type de compte le moins contraignant à l'ouverture, qui présente donc les modalités de paiement/transfert les moins importantes). Pour rappel, l'application e-CNY avait été lancée pour la première fois en octobre 2020 à des utilisateurs tests dans la ville de Shenzhen. Le 6 janvier, Tencent a également annoncé que WeChat (700 millions d'utilisateurs mensuels actifs en 2021, en hausse de 40% par rapport à 2020) avait commencé à accepter l'e-CNY dans son service de paiement Wechat Pay, constituant une avancée majeure pour les autorités.

Pour mémoire, la PBoC développe le yuan numérique depuis 2014 et a déployé depuis de multiples tests et zones pilotes. L'e-CNY présente de nombreux avantages pour les autorités chinoises : un renforcement de l'inclusion financière, une baisse des coûts des paiements dans l'ensemble de l'économie, voire une meilleure capacité à surveiller l'inflation et à transmettre la politique monétaire, tout en permettant de lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent. Mu Changchun, directeur de l'Institut de recherche sur la monnaie numérique de la PBOC, a déclaré début novembre que 140 millions de portefeuilles e-CNY pour particuliers et 10 millions de portefeuilles e-CNY pour entreprises avaient été ouverts au total lors des tests antérieurs. Les transactions en e-CNY auraient atteint environ 62 Mds RMB. A ce stade, les autorités ont rappelé que le yuan numérique n'avait pas vocation à remplacer la monnaie fiduciaire et que son utilisation serait cantonnée dans un premier temps aux paiements de détail intra-nationaux. Aucune date n'a été annoncée pour un déploiement du e-CNY à l'échelle nationale.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Echanges et politique commerciale

### Contrôle des exportations : Pékin publie son premier livre blanc sur le contrôle des exportations

Le 29 décembre 2021, le bureau de la presse du Conseil des Affaires de l'Etat a publié le [premier livre blanc](#) chinois sur le contrôle des exportations. La publication de ce document intervient près d'un an après la promulgation de la loi générale sur le contrôle des exportations (出口管制法)<sup>1</sup>, qui visait à consolider et unifier les règles en vigueur dans différents secteurs jugés sensibles, et généralisant les régimes de listes de produits contrôlés et d'interdiction d'exportation temporaire ([voir les brèves de la semaine du 19 octobre 2020](#)).

Le livre blanc met en valeur la modernisation du régime chinois du contrôle des exportations : l'introduction d'un système de licences d'exportation basé sur un mécanisme de consultation interministérielle ; l'instauration d'un mécanisme de délégation au niveau provincial de certains services publics liés au contrôle des exportations<sup>2</sup> ; mise en place d'un mécanisme d'examen du certificat d'utilisation finale pour les biens exportés. Le rapport souligne également le renforcement de l'exécution des mesures de contrôle à l'exportation<sup>3</sup>.

Le livre blanc clarifie également la répartition des compétences en matière de contrôle des exportations : (i) le ministère du Commerce (MOFCOM) et l'Agence de l'énergie atomique (CAEA) sont conjointement responsables de l'exportation des biens nucléaires à double usage ; (ii) le ministère de l'Agriculture et des Affaires Rurales (MOA), la Commission nationale de la santé, et le MOFCOM supervisent conjointement l'exportation des produits chimiques à double usage ; (iii) l'administration d'Etat pour la Science, la Technologie et l'Industrie de la Défense nationale (SASTIND) (国家国防科技工业局), le département du Développement d'Équipement (EDD) sous l'autorité de la Commission militaire centrale (中央军委装备发展部), et le MOFCOM sont concurremment responsables des exportations des missiles ; (iv) l'agence nationale de la Cryptographie (SCA) (国家密码管理局) et le MOFCOM supervisent conjointement l'exportation de la cryptographie commerciale ; (v) l'exportation des produits chimiques est gérée par le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) et le MOFCOM ; (vi) l'exportation des biens militaires est conjointement administrée par la SASTIND et l'EDD sous l'autorité de la Commission militaire centrale.

Le livre blanc réintroduit aussi l'idée de « notion globale de la sécurité nationale » (总体国家安全观), –un concept présenté par Xi Jinping en 2014<sup>4</sup>, une définition extensive de la sécurité nationale (plus de 16 dimensions<sup>5</sup>) qui comprend la sécurité économique et technologique.

Rappelant l'adhésion de Pékin aux traités internationaux relatifs au contrôle des exportations<sup>6</sup>, le livre blanc présente la Chine comme un défenseur de la représentation des pays en voie de développement dans les

---

<sup>1</sup> Promulguée le 17 octobre et entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2020.

<sup>2</sup> Par exemple pour l'aide à la transmission des demandes d'exportation auprès des douanes.

<sup>3</sup> Notamment la mise en place d'une équipe spéciale par le MOFCOM en 2014 pour la mise en œuvre du contrôle des exportations, assisté par le ministère de la Sécurité publique, le MIIT, et la GACC.

<sup>4</sup> Dans [l'article A Holistic View of National Security](#) publié dans le journal *Qiushi* (publication bimensuelle du Comité central du PCC).

<sup>5</sup> La sécurité politique, territoriale, militaire, économique, culturelle, sociale, scientifique, polaire, écologique, des ressources, cyber, spatiale, biologique, marine, étrangère, et nucléaire.

<sup>6</sup> Dont le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (adhésion en 1992), la Convention sur l'interdiction des armes biologiques (adhésion en 1984), la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (adhésion en 1997), et le Traité sur le commerce des armes (adhésion en 2020).

enceintes multilatérales du contrôle des exportations<sup>7</sup>, et dénonce « l'application par certains pays de doubles standards » au sujet de la non-prolifération ainsi que « l'abus de mesures restrictives à des fins de discrimination et d'exclusion ».

### **Exportation de produits énergétiques : la Chine introduit sa première tranche de quotas d'exportation sur certains carburants pour 2022**

Pékin a dévoilé le 4 janvier sa première tranche de quotas d'exportation pour l'année 2022 pour le carburant raffiné, dont l'essence, le diesel, et le carburant d'aviation, ainsi que pour le fioul à basse teneur en soufre (*low-sulphur fuel oil, ou LSFO*).

Le quota d'exportation pour le carburant raffiné a été fixé à 13 million de tonnes, une réduction significative par rapport au quota de 29,5 million de tonnes établi pour la première tranche de 2021. Selon [Reuters citant des sources industrielles](#), cette baisse est conforme à la récente politique chinoise visant à limiter la surproduction des raffineries nationales dans le cadre de sa politique de réduction des émissions de carbone.

Parallèlement, le quota d'exportation pour le LSFO a été fixé à 6,5 million de tonnes, une augmentation par rapport au niveau de 5 million de tonnes fixé lors de la première tranche de 2021.

La plupart des nouveaux quotas ont été accordés à des entreprises publiques telles que China National Petroleum Corp (CNPC), China Petrochemical Corp (Sinopec), China National Offshore Oil Company (CNOOC) et Sinochem Group.

Ci-dessous un tableau des quotas accordés aux différentes entreprises (volume en millions de tonnes).

	Carburant raffiné	LSFO
CNPC	4,21	2,03
Sinopec	4,31	3,84
CNOOC	1,18	0,50
Sinochem	1,77	0,03
China National Aviation Fuel	0,04	
Zhejiang Petrochemical Corp	1,34	0,10
Norinco	0,15	
Total	13	6,50

<sup>7</sup> Mention qu'en décembre 2021 la 76<sup>e</sup> Assemblée de l'ONU a approuvé une résolution à l'initiative de la Chine sur la levée des restrictions « déraisonnables » sur les exportations de technologies utilisées à des fins pacifiques à des pays respectant les obligations internationales de non-prolifération.

## Relations Chine-UE : la Commission européenne impose des droits antidumping sur des tours à vent en acier en provenance de Chine

Le 16 décembre 2021, la Commission européenne a [annoncé](#) l'introduction de taxes anti-dumping de 7 % à 19 % sur 300 MEUR d'importations de tours à vent en acier (composant essentiel dans la construction d'éoliennes) en provenance de Chine dans le cadre d'une [enquête](#) ouverte le 21 octobre 2020<sup>8</sup>.

Les importations dans le marché unique de tours à vent en acier produites par Titan Wind Energy (Suzhou) Co. (premier producteur chinois dans le secteur), Chengxi Shipyard Co. et Dajin Heavy Industry Co. seront assujetties à des droits anti-dumping de respectivement 14,4 %, 7,5 % et 7,2 %. Les importations d'éoliennes en acier d'entreprises chinoises visées par l'enquête mais ayant coopéré avec les autorités européennes durant l'enquête seront assujetties à des droits antidumping de 11,2 %, tandis que les produits des autres entreprises concernées seront pour leurs part frappés de droits antidumping de 19,2 %.

Titan a [annoncé](#) vouloir accélérer la construction de son premier site de production en Europe (Allemagne) afin de réduire l'impact de ces nouvelles sanctions sur ses ventes dans l'UE ; celles-ci représentent 31 % de son chiffre d'affaires (CA) à l'étranger et 6 % de son CA total<sup>9</sup>.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

---

<sup>8</sup> Enquête ouverte à la suite d'une plainte déposée le 9 septembre 2020 par la *European Wind Tower Association* (EWTA) nom de 6 producteurs de producteurs européens de tours à vent en acier : ASM Industries S.A. ; GRI ; Renewable Industries S.L. ; Tecnoaranda S.L. ; Valmont SM A/S ; Welcon A/S ; Windar Renovables S.L.

<sup>9</sup> Sur les neuf premiers mois 2021.

## Climat des affaires

### Investissements étrangers : publication des nouvelles listes négatives

Le 27 décembre 2021, le ministère du Commerce (MOFCOM) et la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) ont conjointement publié la mise à jour des deux listes négatives pour les investisseurs étrangers – [une](#) pour l'ensemble du pays (« 外商投资准入特别管理措施 »), et [l'autre](#) pour les zones pilotes de libre-échange (ZLE) (« 自由贸易试验区外商投资准入特别管理措施 »)<sup>10</sup>. Ces deux listes sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et remplacent les listes précédentes publiées en 2020.

Le nombre de secteurs fermés ou restreints aux investissements étrangers a été réduit de 33 à 31 pour la liste nationale, et de 30 à 27 pour la liste s'appliquant aux ZLE.

Deux modifications ont été apportées à la fois à la liste négative nationale ainsi et à la liste négative ZLE : **(i)** le plafond de 50 % sur la part de participation des investissements étrangers dans l'industrie automobile pour les véhicules particuliers a été supprimé<sup>11</sup> ; **(ii)** la restriction sur les investissements étrangers dans la production d'installations et de composants clés pour la réception terrestre de radio et de télévision par satellite a été levée, et les investissements dans ce secteur seront « gérés conformément au principe d'uniformité entre les investissements nationaux et étrangers ». Ainsi, plus aucune restriction dans l'industrie manufacturière ne figure formellement sur la liste négative ZLE.

Deux changements dans l'industrie de services ont également été introduits dans la liste négative ZLE : **(i)** l'obligation dans le secteur des études de marché de former une coentreprise avec un partenaire chinois a été supprimée (sauf pour les entreprises faisant des enquêtes sur l'écoute de la radio et le visionnage de la télévision) ; **(ii)** dans le secteur des sondages sociaux, l'interdiction des investissements étrangers a été levée, mais la part de participation chinoise ne doit pas être inférieure à 67 %, et son représentant légal doit être de nationalité chinoise.

Les notes explicatives de la liste négative précisent par ailleurs que les entreprises chinoises exerçant une activité dans un secteur visé par la liste négative peuvent, après l'approbation par les autorités compétentes, être cotées sur un marché boursier étranger et émettre des actions qui pourront ainsi être acquises par des investisseurs étrangers. Néanmoins, les investisseurs étrangers ne peuvent pas participer aux opérations et aux activités de gestion de l'entreprise, et leur part dans l'actionnariat ne doit pas excéder le plafond fixé par les règlements sur la gestion des investissements étrangers dans les valeurs mobilières chinoises. Cela signifie que la participation

<sup>10</sup> La Chine compte actuellement 22 ZLE au total, situées dans les provinces ou municipalités suivantes : Shanghai (2), Guangdong, Tianjin, Fujian, Liaoning, Zhejiang, Henan, Hubei, Hunan, Chongqing, Sichuan, Shaanxi, Hainan, Shandong, Jiangsu, Guangxi, Hebei, Yunnan, Heilongjiang, Beijing, Anhui.

<sup>11</sup> Les autorités chinoises ont annoncé en 2018 un calendrier pour la levée progressive des limitations sur la part de capital détenu par les constructeurs automobiles étrangers dans le cadre de coentreprises : suppression des contraintes pour les véhicules 100 % électriques en 2018, en 2020 pour les véhicules utilitaires, et en 2022 pour les autres voitures particulières. C'est dans le cadre de cet assouplissement que Tesla a été le premier constructeur automobile étranger à ouvrir usine (Gigafactory 3) près de Shanghai en 2019 sans s'associer avec un partenaire local. En 2020 Volkswagen a procédé à une montée de capital à 75 % dans sa coentreprise dédiée aux véhicules électriques avec JAC après avoir pris 50 % de sa maison mère (JAG). La montée dans le capital peut toutefois se montrer compliquée comme le révèle l'annonce du report par Audi (Volkswagen Group) en octobre 2020 de la création d'une coentreprise dont elle détiendrait 60 % dans le secteur de la voiture électrique avec l'entreprise publique chinoise FAW, faute d'avoir obtenu l'autorisation des autorités chinoises.

étrangère totale dans une entreprise chinoise sera plafonnée à 30 %, et aucun investisseur particulier ne pourra détenir plus de 10 % des titres. Toutefois, les entreprises chinoises cotées à l'étranger ayant déjà dépassé ces limites n'ont selon la NDRC pas l'obligation de réduire la participation des investisseurs étrangers.

Ces clauses IV et V semblent faire écho à demi-mot à la question des *Variable Interest Entities* (VIE), dont le statut particulier s'inscrit dans une zone grise du droit chinois<sup>12</sup>. Depuis plusieurs mois, les régulateurs cherchent à encadrer ces cotations (lignes directrices publiées par la State Administration for Market Supervision (SAMR) en février 2021, mesures relatives aux « audits de cybersécurité » annoncées en juillet 2021, etc.). Le 1<sup>er</sup> décembre 2021, Bloomberg avait annoncé que les autorités chinoises étaient en phase de discussion afin d'interdire les cotations des entreprises chinoises à l'étranger sous forme de VIE. Cette information avait été ensuite démentie par la CSRC. Selon les propos rapportés par Caixin, un responsable de la CSRC aurait à ce titre déclaré la semaine dernière que « les entreprises qui adoptent la structure VIE et répondent aux exigences de conformité peuvent être cotées à l'étranger après leur dépôt [d'une demande d'entrée en bourse] ». Jusqu'à présent, aucun texte officiel ne régleme clairement les modalités de recours aux VIE par les entreprises chinoises.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

---

<sup>12</sup> Pour rappel, les structures VIE permettent aux entreprises chinoises opérant dans des secteurs où les investissements étrangers sont interdits à procéder à des cotations à l'étranger.

## Industrie et numérique

### Politique industrielle : deux plans quinquennaux pour le « *smart manufacturing* » et l'informatisation nationale sont publiés

Le 28 décembre 2021, huit ministères et agences<sup>13</sup> ont publié le [14<sup>ème</sup> plan quinquennal pour le « \*smart manufacturing\* » \(十四五智能制造发展规划\)](#), visant à renforcer l'automatisation industrielle, avec l'objectif phare d'une [numérisation de 70%](#) des grandes entreprises.

L'accent sera ainsi mis sur les robots industriels et sur la modernisation des équipements du secteur. A cet égard, le plan prévoit de porter le taux de croissance annuel du secteur des robots industriels à 20% au cours des trois prochaines années, tout en doublant la densité des robots – et ce, au sein d'usines, mais aussi d'autres instances nécessitant des fonctions logistiques comme les entrepôts. Alors que la densité de robots (nombre de robots par employé) à l'échelle internationale a [doublé](#) au cours des cinq dernières années, la robotisation de l'appareil industriel demeure inégale. En 2020, la Chine comptait ainsi 246 robots installés pour 10 000 employés, contre 932 et 605 respectivement pour la Corée du Sud et Singapour. Preuve de ses efforts en la matière, la Chine est néanmoins le premier pays en termes d'installations de robots industriels : 44% des installations mondiales (avec 168 400 installations) en 2021.

Outre les robots industriels, le plan prévoit l'établissement de 500 usines pilotes de *smart manufacturing*, et de plus de 120 plateformes d'internet industriel. La création de PME spécialisées dans des composants clés de l'automatisation industrielle, ainsi que la formation de plus de 150 fournisseurs de solutions de solutions dédiées à l'automatisation industrielle, sont préconisées.

En parallèle, le [14<sup>ème</sup> plan quinquennal pour l'informatisation](#), publié le 27 décembre 2021, fait état des défis posés aux chaînes d'approvisionnement et industrielles, en raison d'un environnement international en proie à des changements « turbulents » (动荡). Ce plan souligne de plus l'entrée de la concurrence internationale dans l'espace numérique dans une nouvelle phase (数字空间国际竞合进入新阶段). Le déploiement du potentiel de transformation numérique et la capacité de gouvernance des données (数据治理能力) seraient au centre d'un nouveau cycle de compétition internationale (世界各国新一轮竞争焦点). Ainsi, les objectifs fixés par le plan préconisent-ils d'accélérer la transformation numérique en Chine et d'en favoriser l'innovation. Plusieurs objectifs sont fixés en ce sens pour 2025 :

Catégorie	Indicateur	2020	2025
Niveau de développement global	Indice de développement de la Chine numérique <sup>14</sup>	85	95
Infrastructure numérique	Nombre d'internautes (millions)	989	1 200
	Taux de pénétration 5G (%)	15	56

<sup>13</sup> Le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIIT), la Commission nationale de réforme et de développement (NDRC), le ministère de l'Éducation (MoE), le ministère des Sciences et technologies (MOST), le ministère des Ressources humaines et de la sécurité sociale, le ministère des Finances, l'Administration d'Etat pour la régulation du marché (SAMR), l'Administration d'Etat pour la gestion des actifs d'Etat (SASAC).

<sup>14</sup> Selon un [système de calcul national](#).

	Nombre d'utilisateurs ayant accès à la fibre optique avec des un débit supérieur à 1 Gb/s (million foyers)	6,4	60
	Nombre d'utilisateurs IPv6 (millions)	462	800
Capacité d'innovation	Nombre de brevets d'invention de l'industrie NTIC détenus pour 1 000 habitants	27	52
	Proportion de l'investissement dans les projets TIC par rapport aux investissements bruts en capital fixe (%)	3,5*	5,8
	Part des dépenses de R&D dans les industries de la fabrication d'informatique, de communications et d'autres équipements électroniques (%)	2,35	3,2
	Nombre d'entreprises des NTIC en Chine (1 000 entreprises)	275	450
Transformation industrielle	Proportion de la valeur ajoutée des industries clés de l'économie numérique par rapport au PIB (%)	7,8	10
	Proportion d'entreprises avec des activités commerciales clés entièrement numérisées (%)	48,3	60
	Taux d'accès au <i>cloud computing</i> des équipements industriels d'entreprises (%)	13,1	30
	Ventes au détail en ligne (1 000 Mds CNY)	11,76	17
	Ampleur de la consommation d'informations (1 000 Mds CNY)	5,8	7,5
Service gouvernemental	Taux de traitement en ligne des affaires de licences administratives provinciales (%)	80	90
	Nombre d'utilisateurs usant de leur identité réelle pour les services gouvernementaux en ligne (millions)	400	800
	Taux de demandes de la carte électronique de sécurité sociale (%)	25	67
	Taux de litiges en ligne (%)	18	30

N.B. : Les données avec \* sont les données de 2019

### Economie numérique : la réglementation sur les algorithmes de recommandation est publiée

Le 4 janvier, la [version finale](#) de la réglementation sur les algorithmes de recommandation (互联网信息服务算法推荐管理规定) a été publiée.

Comparée à une première version publiée en août (voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 30 août 2021](#)), cette version inclut l'interdiction d'utiliser les algorithmes pour générer ou diffuser des informations indésirables (不良信息); une mention de la lutte contre les comportements monopolistiques (算法推荐服务提供者不得利用算法对其他互联网信息服务提供者[...] 实施垄断和不正当竞争行为); ainsi que la protection des intérêts des personnes âgées, pour lesquelles il s'agit en particulier de surveiller les risques de tentatives de fraudes. Des amendes sont prévues en cas de non-conformité, s'échelonnant de 10 000 à 100 000 CNY (1 400 à 14 000 EUR environ).

Pour mémoire, la réglementation, publiée par la CAC, le MIIT, le ministère de la Sécurité publique (MPS) et l'Administration d'Etat pour la régulation du marché (SAMR), vise à réguler l'utilisation d'algorithmes de recommandation. Elle préconise par exemple de lutter contre les formes de discriminations (pratiques de prix

différenciés basés, par exemple), ou encore interdit la mise en avant d'informations publiées et relayées par des comptes non-autorisés. Les opérateurs sont au contraire incités à « répandre activement l'énergie positive » (积极传播正能量) et à « adhérer aux orientations des valeurs dominantes » (坚持主流价值导向). La protection des données des utilisateurs fait également l'objet d'une section à part entière : les utilisateurs ont notamment la possibilité de refuser l'utilisation d'algorithmes de recommandations à leur égard et de modifier les mots-clés façonnant leurs profils.

La réglementation [entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2022](#).

### **Cybersécurité : publication des mesures d'examen de cybersécurité**

L'Administration chinoise du cyberespace (CAC) et 12 autres agences ont publié la [version finale des mesures d'examen de cybersécurité](#) (网络安全审查办法), qui entreront en vigueur le 15 février 2022.

Parmi les principales mesures, figure l'obligation d'un [audit de cybersécurité](#) avant toute introduction en bourse à l'étranger pour les entreprises de l'économie de plateformes comptant plus d'1 million d'utilisateurs. Ces mesures, dont une première version avait été publiée en juillet dans la foulée du lancement de l'enquête de cybersécurité à l'encontre de Didi deux jours après son introduction en bourse à New York, ne mentionnent pas Hong Kong (voir [brèves du SER de Pékin du 12 juillet 2021](#)). La question de l'inclusion du HKSE reste ainsi posée. Si l'absence de mention du HKSE entretient l'[hypothèse](#) de son exemption, un autre [projet](#) de réglementation de la CAC (mesures administratives sur la sécurité des données – 网络安全数据安全管理条例), paru en novembre dernier, le mentionnait (voir [brèves du SER de Pékin du 15 novembre 2021](#)).

Outre la question des introductions en bourse à l'étranger, ces mesures visent à s'assurer de la sécurité des équipements de télécommunications et de technologies de l'information. Elles prévoient par exemple des enquêtes de sécurité pour les opérateurs d'infrastructures d'information critiques (CII) lorsque leurs activités sont de nature à affecter la sécurité nationale.

### **Economie numérique : licenciements au sein d'entreprises de l'économie des plateformes**

Fin décembre 2021, plusieurs entreprises de l'économie des plateformes ont procédé à des licenciements. Au sein d'Alibaba Local Life (Ele.me) ou encore de Kuaishou, ces licenciements affectent les départements qui constituent pourtant les activités principales de ces entreprises : l'e-commerce, les algorithmes ou encore les jeux vidéo. Le département d'e-commerce de Kuaishou par exemple se séparera [10 à 15% de ses effectifs](#), celui des algorithmes de recommandations 30%, et le département international 25%. Cette vague de licenciements s'inscrit dans un contexte de reprise en main de l'économie numérique, initiée à l'automne 2020 et dont la campagne s'est notamment accélérée à l'été 2021.

### **Automobile : réduction de 30% des subventions pour les achats de nouveaux VEN**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les subventions à l'achat de véhicules à énergie nouvelle (VEN) seront réduites de 30%, puis supprimées à compter du 31 décembre 2022.

La fin de ces subventions devait initialement avoir lieu en 2020 de manière [progressive](#) jusqu'en 2022 (10%, 20%, 30%), mais a été étendue en raison du recul du marché automobile lié à l'épidémie de Covid-19. Les ventes de VEN ont néanmoins repris et sont dynamiques, ayant notamment doublé en novembre (en g.a.). Ce mois-là, les ventes de VEN auraient représenté 20,8% des ventes totales de véhicules, et 18,6% en octobre. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2021, 5 M des 27,5 M de véhicules vendus sont des VEN, soit 18,2%.

### **Economie numérique : Xiaomi, OnePlus et Oppo sont sanctionnés par les autorités indiennes ; Tencent désinvestit de SEA (entreprise technologique singapourienne)**

En décembre 2021, le bureau indien des Technologies de l'information [a déclaré](#) avoir mené des enquêtes à l'encontre de plusieurs entreprises d'électroniques étrangères, parmi lesquelles les fabricants chinois Xiaomi, OnePlus et Oppo, afin de vérifier leur conformité avec la réglementation fiscale locale. Le 5 janvier, le ministère des Finances indien [a précisé](#) que Xiaomi pourrait se voir infliger une amende de 6,53 Mds de roupies (77,8 M EUR) pour évasion fiscale à cause de certains frais de licences déclarés à l'étranger.

Le 3 janvier, Tencent [a annoncé](#) la vente d'une partie de ses participations dans le groupe singapourien SEA (e-commerce, jeux vidéo, fintech) pour 3 Mds USD. L'actionnariat de Tencent dans SEA passe ainsi de 21% à 19%. Le groupe de Shenzhen a annoncé que ces liquidités permettraient de financer d'autres investissements et « initiatives sociales ». Pour rappel, le groupe avait [annoncé](#) en août 2021 la mise en place d'un fonds doté de 7,7 Mds USD pour contribuer à la « prospérité commune ». En outre, le resserrement réglementaire en Chine pourrait expliquer en partie le ralentissement relatif de la croissance des [résultats](#) de l'entreprise (+13% CA et +3% de profits au T3 2021), ce qui pourrait, à terme, remettre en question certains projets, notamment à l'international.

### **Construction navale : en 2021, la Chine est devenue le premier producteur naval en volume**

Selon les données de l'institut britannique Clarkson Research, les commandes enregistrées par les constructeurs chinois [ont atteint](#) 965 unités, soit l'équivalent de 22,8 millions de tonnes (CGT), contre 17,4 millions de tonnes pour les chantiers de Corée du Sud. La Chine concentre ainsi près de la moitié de l'industrie navale mondiale, qui a représenté en 2021 un total de 1 846 commandes, soit 45,8 M CGT. La Chine occupe la première place mondiale pour la production de 10 des 18 principales catégories de navires. Ces dernières années, les industriels chinois notamment [fortement progressé](#) dans la production de supertankers destinés au transport de gaz naturel liquéfié. Néanmoins, la hausse des prix de l'acier pour les navires en Chine pourrait peser sur le développement de la filière à court/moyen terme.

L'industrie navale chinoise est [concentrée](#) autour de China Shipbuilding Industry Company (CSIC) et China State Shipbuilding Corp (CSSC), deux entreprises à capitaux publics en cours de fusion.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Développement durable, énergie et transports

### **Transport aérien : début du « circuit fermé » destiné à acheminer les athlètes et autres personnels pour les JO de Pékin**

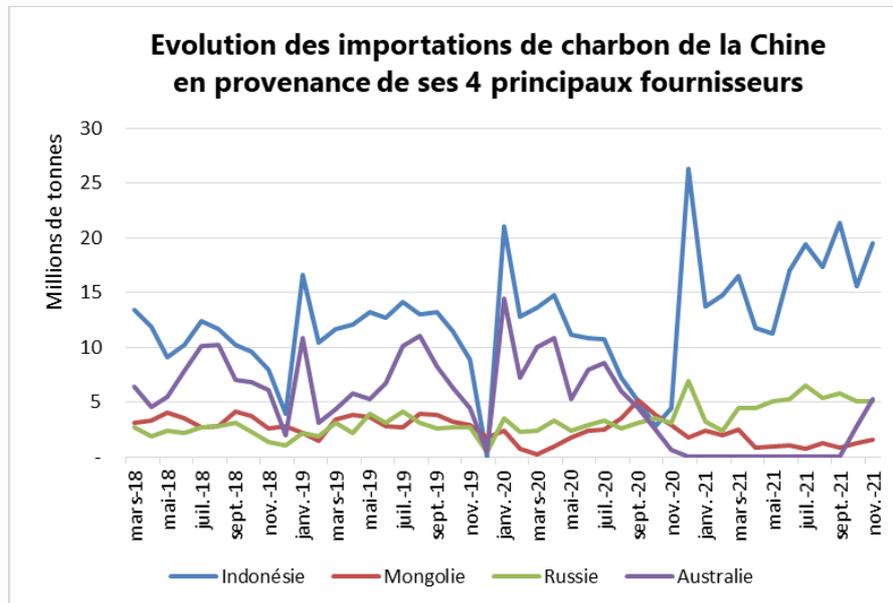
Les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2022 auront lieu à Pékin, du 4 au 20 février et du 4 mars au 13 mars 2022. Les organisateurs attendent plus de 20 000 personnes (athlètes, staffs, officiels, journalistes). En raison de la situation épidémique, les personnes concernées seront cantonnées à une « bulle sanitaire » autour des sites olympiques. Les organisateurs ont annoncé avoir lancé le 4 janvier les premières opérations du « circuit fermé » qui doit permettre d'acheminer les personnels entre l'aéroport de Pékin et les hôtels désignés, afin d'éviter la propagation du COVID-19 des athlètes au public.

Dans un contexte de restrictions des déplacements entre la Chine et le reste du monde, les Jeux olympiques utiliseront pour acheminer les athlètes et les autres participants des vols spécialement affrétés. Afin de limiter le nombre de vols entrant en Chine, les athlètes et autres personnels en provenance de l'étranger devront se rendre dans l'une des villes d'où décolleront ces vols temporaires affrétés (à ce jour : Paris, Tokyo, Hongkong et Singapour). Selon ZHANG Liang, responsable du comité d'organisation, au moins 15 vols d'arrivée et 13 vols de départ seront effectués chaque jour à destination et en provenance de Pékin. Air France participera activement au transport aérien des personnels accrédités et prévoit 1 vol quotidien entre Paris et Pékin, voire 2 pendant les jours pic.

### **Energie : la suspension des exportations de charbon indonésien ne devrait avoir qu'un impact mineur en Chine**

L'Indonésie a annoncé la suspension temporaire de ses exportations de charbon au mois de janvier, afin de garantir l'approvisionnement de ses centrales à charbon domestiques à un prix abordable et ainsi prévenir d'éventuelles coupures de courant. Principal exportateur mondial de charbon, le pays est aussi le premier fournisseur extérieur de la Chine avec 178 Mt de tonnes importées entre janvier et novembre 2021, soit 61% du total des importations chinoises. La dépendance de la Chine à l'Indonésie a fortement augmenté depuis l'interdiction non officielle des importations de charbon australien en novembre 2020, si bien que l'annonce indonésienne a pu faire craindre de nouvelles tensions sur les approvisionnements en combustible, qui avaient été responsables d'une pénurie d'électricité historique en septembre dernier en Chine. Les prix des contrats long termes sur le charbon ont d'ailleurs [augmenté](#) de près de 8% en ce début d'année 2022.

Cependant, malgré l'arrêt des exportations de charbon indonésien, la sécurité énergétique ne devrait pas être à nouveau menacée d'après [les analystes](#), la Chine ayant ces derniers mois reconstitué ses stocks de charbon à marche forcée en augmentant sa production domestique et ses importations. En outre la période du nouvel an chinois, qui intervient cette année début février, est traditionnellement une période de faible consommation électrique en lien avec la baisse de l'activité industrielle. Le risque pourrait en revanche survenir si l'interdiction d'exportation était amenée à durer, l'Indonésie ayant indiqué qu'elle pourrait perdurer au-delà du mois de janvier tant que ses fournisseurs de charbon ne remplissaient pas l'obligation de vendre [au moins 25%](#) de leur production à des centrales domestiques à un prix ne dépassant pas les 70 USD.



Source: Douanes chinoises

### Energie : l'Administration Nationale de l'Energie détaille ses priorités pour 2022

Le 24 décembre s'est tenue la *National Energy Work Conference 2022*, à l'occasion de laquelle le directeur de l'Administration Nationale de l'Energie (NEA) a détaillé les priorités chinoises en matière d'énergie pour l'année à venir. [7 points clés](#) sont énumérés, le premier étant la garantie de la sécurité énergétique et le rôle du charbon, du pétrole et du gaz pour y parvenir. Les autres priorités concernent le développement des énergies décarbonées (renouvelables et nucléaire), l'innovation technologique dans le domaine de l'énergie, l'accélération de la réforme du marché de l'électricité, la supervision du marché de l'énergie, le renforcement de la coopération internationale (notamment sino-russe et sino-américaine) et enfin la promotion de « la gestion globale et stricte du Parti ».

### Marché carbone : le premier cycle du marché carbone national s'est achevé au 31 décembre, avec un taux de conformité de 99,5% et un prix moyen du carbone à 43 RMB/tonne depuis l'ouverture du marché

Le premier cycle de conformité du marché national du carbone, lancé le 16 juillet 2021, s'est terminé le 31 décembre. 2162 entreprises du secteur de la production d'électricité étaient concernées par cette première phase pour leurs émissions de 2019-2020 (environ 4,5 Gt/an). Les autorités chinoises ont annoncé un taux de conformité pour les émissions couvertes par le marché de 99,5%, avec un prix de clôture à 54,2 RMB (7,5 EUR)/tCO<sub>2</sub>. Les volumes d'échange et les prix enregistrés avaient bondi dans les semaines précédant l'échéance du premier cycle.

Depuis le lancement de l'ETS (*Emission Trading System*) chinois, 179 Mt de quotas carbone ont été échangés sur la plateforme nationale (1 quota couvrant une tonne d'émissions de CO<sub>2</sub>), pour un montant total de 7,7 Mds RMB (1,0 Mds EUR), soit un prix moyen du carbone à 43 RMB/t (6,0 EUR/t). A cela viennent s'ajouter un total de 32,7 Mt de certificats de réduction d'émission (CCER) échangés.

A la session de réouverture du marché le 4 janvier, qui marque le début du cycle couvrant les émissions de 2021 pour les entreprises assujetties, le prix du quota a atteint un record (env. 8 EUR), bien que les volumes échangés aient chuté avec le dépassement de la date de mise en conformité.

### **Climat : la Chine a lancé son premier réseau d'observation des gaz à effet de serre**

Le 20 décembre 2021, l'autorité météorologique chinoise a annoncé que le pays avait mis en place son premier réseau d'observation des gaz à effet de serre. Ce projet se fonde sur les stations existantes, dont la première a été construite il y a une quarantaine d'année, en 1982 à Pékin. Le réseau est composé de 60 stations d'observation réparties dans les zones critiques pour le climat et mesure les sept gaz à effet de serre concernés par le protocole de Kyoto dont le dioxyde de carbone, le méthane et les hydrofluorocarbures. Ces stations s'intègrent dans le cadre du programme d'observation mondial de l'atmosphère de l'organisation mondiale de la météorologie, à laquelle la Chine appartient.

Le réseau est complété par un centre de suivi et d'évaluation présent dans plusieurs provinces qui pourra contrôler l'efficacité des actions climatiques du pays. Pour rappel, le plan d'atteinte de la neutralité carbone et le plan d'action pour l'atteinte du pic des émissions de carbone prévoient tous deux de renforcer les capacités de mesures des émissions de carbone. La Chine s'est également engagée à réduire les autres gaz à effet de serre. Elle a ainsi ratifié l'amendement de Kigali visant à réduire les hydrofluorocarbures et prévoit de publier un plan de réduction des émissions de méthane.

### **Climat : la Chine interdit la construction de nouvelles installations de production chimique de 5 gaz HFCs**

Les autorités chinoises de l'environnement, de l'économie et de l'industrie ont publié conjointement le 28 décembre dernier un [avis](#) sur le contrôle des installations de production chimique de 5 types de gaz hydrofluorocarbures (HFCs). L'avis précise que, à partir du 1 janvier 2022, une interdiction totale est mise en place concernant tout nouveau projet de construction d'installations ou de renforcement des capacités de production des 5 HFCs (HFC-32, HFC-134a, HFC-125, HFC-143a et HFC-245fa) destinés à des usages sous contrôle tels que réfrigérant ou agent moussant. Ne sont pas concernés les projets dont les rapports d'impact sur l'environnement ont été déjà approuvés antérieurement. Si les installations existantes souhaitent modifier leur site ou mener des travaux de rénovation, elles ne doivent pas augmenter leur capacité ni ajouter d'autres gaz HFCs à la production.

Pour mémoire, le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) avait publié il y a trois mois un inventaire révisé des substances appauvrissant la couche d'ozone (ODS) en incluant 18 HFCs, avec leur calendrier de réduction suite à l'entrée en vigueur de l'amendement de Kigali en Chine le 15 septembre. [Selon le MEE](#), la stratégie de la Chine consiste à freiner d'abord l'augmentation de la capacité de production des HFCs et puis à réduire progressivement les capacités existantes, conformément aux exigences du protocole.

Des campagnes de contrôle des projets de construction par groupe de HFCs sélectionnés seront ainsi déployées, dont cette toute première campagne qui ne vise que 5 HFCs ayant des valeurs élevées de potentiel de réchauffement global et des solutions alternatives bien identifiées. [Selon Han Wei](#) de l'ONG Energy Foundation, les HFC-32, HFC-134a et HFC-125 couvriraient à eux trois plus de 75% de la production chinoise de HFC.

Pour les autres 13 types de HFCs, la Chine ne prévoit pas de mettre en place des contrôles pour le moment compte tenu de leur demande en hausse dans certains domaines tels que la santé ou la fabrication de puces. En outre, il convient de noter que cette campagne de contrôle ne couvre pas l'aval de la chaîne, les différentes utilisations des HFCs n'étant pas concernées.

### **Climat : la Chine lancera des programmes pilotes de financement dans le domaine du climat**

Le ministère de l'Écologie et de l'Environnement (MEE), conjointement avec huit autres autorités chinoises, a récemment publié un [plan de travail](#) sur les programmes pilotes en vue de favoriser l'investissement et le financement dans le domaine du climat. Le plan prévoit de sélectionner des gouvernements locaux comme des zones pilotes dans le but de canaliser davantage de fonds, pour créer un environnement propice à l'investissement et le financement liés au climat. Le plan indique que les institutions financières et les autorités locales sont censées être le pilier des efforts nationaux vers la neutralité carbone et sont ainsi encouragées à explorer et à développer des outils innovants pour mieux financer les entreprises vertes éligibles et accroître l'implication du grand public. Le champ d'application de ce dispositif comprend à la fois l'atténuation et l'adaptation face au changement climatique.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Actualités régionales

### Anhui : Plan quinquennal pour l'intégration dans le Delta de Yangtsé

La NDRC de la province de l'Anhui a publié un « plan d'action sur cinq ans pour l'intégration dans le Delta de Yangtsé de la province d'Anhui », qui fixe une série d'objectifs d'ici 2025 : le PIB par habitant urbain devra atteindre le niveau moyen du delta Yangtze, et l'écart relatif entre le PIB par habitant de l'Anhui et celui des autres provinces du delta (Jiangsu, Zhejiang, Shanghai) devra se réduire. Pour mémoire, l'Anhui est pour l'instant la province la plus pauvre du delta, avec un PIB par habitant de 63 426 CNY en 2020, soit à peine plus de 40% du PIB par habitant de Shanghai, 52% du Jiangsu, 63% du Zhejiang.

Parmi les autres objectifs, le taux d'urbanisation devra atteindre 65%, l'intensité des investissements en R&D environ 2,8 % du PIB, la densité des réseaux ferroviaires et autoroutiers devra augmenter à respectivement 507 km/10 000 km<sup>2</sup> et 4,85 km/100 km<sup>2</sup>, la qualité de l'air, la qualité des eaux et la diminution de la consommation énergétique et des émissions devront atteindre les objectifs nationaux. Les travaux de la construction de la ligne d'essai Maglev Hefei-Wuhu seront lancés, de même que la construction de plusieurs lignes ferroviaires, les aéroports de Bengbu et Bozhou, les ponts sur le Yangtze à Chizhou et à Anqing.

En matière de recherche scientifique et technologique, le Centre national des sciences de Hefei deviendra l'un des deux grands centres de recherche du delta, au même titre que celui de Zhangjiang à Shanghai, notamment dans le domaine des ordinateurs quantiques.

Le plan propose également de mutualiser les ressources éducatives, médicales, culturelles et sportives au sein du delta Yangtsé, via une plateforme à « carte unique » qui simplifierait l'accès aux transports publics, aux soins médicaux et à l'offre culturelle et sportive pour tous les habitants du delta.

Source : [Anhuinews](#)

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Hong Kong et Macao

## Hong Kong

### **Covid 19 : le gouvernement hongkongais interdit l'arrivée de voyageurs en provenance de 8 pays dont la France et impose de nouvelles mesures de distanciation sociale après la découverte d'un cas de Covid initialement intraçable**

La cheffe de l'exécutif Carrie Lam a annoncé le 5 janvier à l'occasion d'une conférence de presse le renforcement des mesures de distanciation sociale à compter du 7 janvier ainsi que l'interdiction de toute arrivée de voyageurs en provenance (c'est-à-dire ayant passé plus de 2 heures sur le sol d'un des pays concernés au cours des 21 derniers jours) de 8 pays dont la France, le Royaume-Uni, le Canada et les Etats-Unis, à compter du 8 janvier. Les nouvelles mesures de distanciation sociale appliquées incluent la fermeture des lieux culturels et sportifs, des bars, boîtes de nuit, et des restaurants entre 18h et 5h ainsi que la réduction du nombre maximal de personnes par table. Les visites dans les hôpitaux publics et maisons de retraite seront également interdites.

Ces nouvelles mesures visent à prévenir la propagation du variant omicron, après qu'un cas initialement non traçable ait été découvert le 4 janvier, une première depuis 3 mois (un lien serait depuis établi entre ce cas local et un cluster apparu une semaine plus tôt après qu'un membre d'équipage de la compagnie Cathay Pacific ait enfreint les règles de quarantaine, selon le conseiller sanitaire auprès du gouvernement Yuen Kwok-yung). Elles seront appliquées au moins deux semaines (soit jusqu'au 21 janvier pour l'interdiction d'arrivées de voyageurs en provenance des 8 pays concernés et jusqu'au 20 janvier pour les mesures de distanciation sociale). Une décision concernant leur éventuelle prolongation sera par ailleurs prise d'ici 7 jours.

Le secteur de la restauration a déjà fait part de ses craintes suite à l'annonce de ces nouvelles mesures de distanciation sociale, le président de la *Hong Kong Federation of Restaurants and Related Trades* évoquant des pertes de 4 Mds HKD (500 M USD) à l'échelle du secteur, même dans le scénario optimiste d'un retour à la normale dès le 20 janvier. La période de janvier à février est traditionnellement particulièrement active pour les restaurants de Hong Kong en raison du nouvel an lunaire.

### **Bourse : la société SenseTime relance son IPO à Hong Kong peu après un report de celle-ci et voit son titre progresser de plus de 150% en une semaine**

La société SenseTime, spécialisée en intelligence artificielle a relancé son introduction en bourse à Hong Kong le 20 décembre, après avoir reporté celle-ci in extremis une semaine plus tôt. Ce report avait fait suite au placement de SenseTime sur la liste NS-CMIC (*Non-SDN Chinese Military-Industrial Complex Company*) de l'OFAC (*Office of Foreign Assets* du Trésor américain) le 10 décembre.

Malgré un prix d'émission de 3,85 HKD, dans le bas de la fourchette indicative (3,85 – 3,99 HKD) et en dépit de l'impossibilité pour les *US persons* d'acheter le titre en bourse, l'action SenseTime a connu une forte progression, gagnant 20% dès les premiers échanges le 30 décembre, et plus de 150% à ce jour par rapport au prix d'IPO.

## **Bourse : le régime règlementaire permettant la cotation de SPAC à Hong Kong est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022**

A l'issue d'une période de consultation de 45 jours lancée en septembre 2021, et après avoir apporté quelques aménagements au cadre initialement présenté, le nouveau régime permettant la cotation de SPAC (*Special Acquisition Companies*) à la bourse de Hong Kong est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Ces véhicules d'investissement, parfois qualifiés de « *blank check companies* » sont destinés à lever des capitaux à travers une introduction en bourse, sans activité opérationnelle préexistante, puis à procéder à des acquisitions afin d'entrer au capital d'entreprises (généralement non cotées). Ce type de véhicules d'investissement a fortement gagné en popularité au cours des deux dernières années, avec 81 Mds USD levés en 2020 (source : Refinitiv), et 139 Mds en 2021 (données au 28 octobre).

Le cadre règlementaire appliqué à Hong Kong sera plus restrictif que celui en vigueur à New York : l'accès aux SPAC sera notamment réservé aux investisseurs institutionnels dont les actifs dépassent 8 Mds HKD (1,03 Md USD), et ceux-ci devront au minimum être au nombre de 20 au capital de chaque véhicule de ce type. Les SPAC devront par ailleurs lever au minimum 1 Md HKD (128 M USD) afin d'être éligibles à une cotation à Hong Kong.

## **Commerce extérieur : les exportations hongkongaises progressent de 25% en g.a au mois de novembre**

Les données du commerce extérieur hongkongais au mois de novembre 2022 font état d'une hausse de 25% des exportations en g.a et de 5,9% en glissement mensuel (après une contraction de 1,2% en octobre), atteignant 60,9 Mds USD. Les importations hongkongaises progressent dans le même temps de 20% en g.a (+3,9% en glissement mensuel après une baisse de 3,6% en octobre), atteignant 62,4 Mds USD. Le déficit commercial hongkongais sur le mois atteint ainsi 1,5 Mds USD, contre 3,9 Mds USD en octobre. Sur l'ensemble des 11 premiers mois de l'année, les exportations hongkongaises sont en hausse de 26,5% en g.a (et en hausse de 23% par rapport à la même période en 2019). Les importations sont également en hausse au cours des 11 premiers mois de l'année (+24,9% en g.a et +18,7% par rapport à la même période en 2019).

Les exportations hongkongaises vers la Chine continentale progressent de 24,1% (35,6 Mds USD), celles vers les Etats-Unis de 32,2% (4,1 Mds USD) et celles vers Taiwan de 63% (1,8 Mds USD). Les importations en provenance de Chine continentale sont en hausse de 26,3% à 30,1 Mds USD, celles en provenance de Taiwan de 38,3% (6,3 Mds USD) et celles en provenance de Singapour de 21,9% (4,6 Mds USD).

## **Ventes de détail : la progression des ventes de détail ralentit au mois de novembre**

Les ventes de détail ont progressé de 7,1% (g.a) à Hong Kong au mois de novembre, marquant un ralentissement après les +12,1% du mois d'octobre, au cours duquel elles avaient bénéficié de la seconde vague de distribution de bons d'achat par le gouvernement hongkongais. Ce chiffre est par ailleurs inférieur de plus de deux points au consensus Bloomberg pour novembre (9,4%). En glissement mensuel, les ventes de détail se contractent de 1,6%, après une progression de 4,4% au mois de novembre.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Macao

### **Tourisme : hausse du nombre de visiteurs de +144,1% en novembre en glissement mensuel**

Le nombre de visiteurs à Macao a augmenté de 144,1% en novembre (glissement mensuel), avec un total de 801 300 visiteurs (dont 741 226 en provenance de Chine continentale). Cette forte augmentation est principalement liée à l'assouplissement des restrictions aux frontières chinoises. Sur les 11 premiers mois de l'année, la hausse du nombre visiteurs s'élève à 31,5% en g.a.

### **Economie : lancement du programme pilote de *Qualified Foreign Limited Partnership* (QFLP) dans la zone de coopération Macao-Hengqin à partir du 29 janvier 2022**

Le comité de gestion conjoint de Macao et Hengqin a annoncé le 30 décembre 2021 le lancement d'un programme de *Qualified Foreign Limited Partnership* (QFLP) dans la zone de coopération Macao-Hengqin à partir du 29 janvier 2022. Le déploiement de ce programme, crée en 2010 et déjà mis en place au sein de 10 villes chinoises permettra aux investisseurs étrangers de créer des fonds, d'acheter des actions dans des start-ups et des sociétés non cotées, ainsi que de participer à des placements privés par des sociétés cotées, des produits de capital-investissement et de capital-risque. Il s'agit de la dernière mesure mise en place par les autorités chinoises dans le but de diversifier l'économie de Macao en y dynamisant les services financiers, après la proposition en 2019 de la création d'une bourse à Macao et l'introduction du programme *Wealth Management Connect* en septembre 2021.

### **Industrie du jeu : publication du rapport final suite à la consultation sur la loi sur les jeux**

L'autorité des jeux de Macao a publié un rapport final le 23 décembre 2021 après une consultation publique de 45 jours sur la révision de la loi sur les jeux de Macao, avec un total de 1340 avis recueillis, permettant au gouvernement de finaliser le projet de loi avant l'expiration des licences actuelles le 26 juin 2022.

La plupart des propositions ont reçu l'approbation du grand-public, à l'exception de celle visant à soumettre la distribution de dividendes à une autorisation préalable du gouvernement, rejetée par 61% des avis exprimés. L'introduction de membres représentant le gouvernement au sein des conseils d'administration des opérateurs de jeux, 43 % des répondants y ont répondu favorablement et 30 % s'y sont opposés. En termes de nombre de licences, près de 44% des réponses considèrent que 6 licences devraient être délivrées et que la délivrance de « sous-licences » devrait être interdite, 42,1% ont suggéré que la durée des licences devrait être inférieure à 20 ans et 32,8% ont suggéré de rester à 20 ans.

### **Industrie du jeu : hausse de 43,7% des revenus des casinos en 2021**

Les revenus des casinos ont augmenté de 43,7% en glissement annuel en 2021, atteignant 10,6 Mds USD. A l'échelle du mois de décembre 2021, cette hausse s'élève à 1,8% en g.a (à 995 M USD) et à 17,9% en glissement mensuel, les revenus des jeux atteignant au cours de la période leur niveau le plus élevé depuis août 2021.

Malgré cette forte progression au cours de l'année 2021, les revenus des jeux demeurent en recul de 70,3% par rapport à leur niveau de 2019 (36,5 Mds USD)

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## Taiwan

### Taux d'intérêt : la CBC maintient ses taux directeurs et revoit ses prévisions de croissance à la hausse

[Lors de la dernière réunion de politique monétaire du 16 décembre, la Banque centrale \(CBC\) a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés.](#) Elle a revu à la hausse ses prévisions de croissance de l'économie taïwanaise pour 2021 à 6,03% contre 5,75% annoncées en septembre 2021. La CBC anticipe un taux d'inflation (CPI) de 1,97% et de 1,31% hors énergie et fruits et légumes (Core CPI). Pour mémoire, [la Direction Générale du Budget, de la comptabilité et des statistiques \(DGBAS\) a quant à elle anticipé, dans ses dernières prévisions du 26 novembre, une croissance en 2021 de 6,09%](#) et un taux d'inflation de 1,98%. S'agissant de l'aide financière déployée en avril 2020 à destination des entreprises en difficulté pendant l'épidémie, la CBC a indiqué que les banques locales avaient accepté, jusqu'ici plus de 290 000 demandes de prêts (460 Mds TWD soit environ 14 Mds EUR). Pour l'année 2022, la CBC table sur une croissance taïwanaise de 4,03%, ainsi qu'une inflation de 1,59%. Par ailleurs, dans le but d'endiguer un flux encore trop élevé de crédits bancaires dans le secteur immobilier et de réduire davantage le risque de crédit sur ces prêts, la CBC a décidé d'introduire, pour la quatrième fois depuis décembre 2020, de nouvelles mesures de contrôle qui entrent en vigueur dès le 17 décembre de cette année.

### Export : la demande externe adressée à Taïwan a enregistré une nouvelle hausse en novembre

Selon le département des statistiques du MOEA, [les commandes export ont progressé, en glissement annuel, de 13,4% à 65,5 Mds USD \(dont 54,8% sont produites à l'étranger\) en novembre.](#) Cette nouvelle hausse résulte principalement de l'industrie des TIC : télécommunication (21,1 Mds USD, soit +1,7% par rapport à novembre 2020) et produits électroniques (20,2 Mds USD, +17,9%). Parmi les autres secteurs, les produits métallurgiques (3,2 Mds USD, +32,6%) progressent également, ainsi que les produits optiques (2,6 Mds USD, +12,3%), les plastiques (2,6 Mds USD, +22,6%), les machines-outils (2,2 Mds USD, +17,8%) et les produits chimiques (2,1 Mds USD, +41,1%). Cette hausse des commandes provient principalement des Etats-Unis (30,6% du total; +10,8%), de Chine et Hongkong (24,5%; +25,3%), d'Europe (21,5%; -2%), d'ASEAN (9,3%; +33,7%) et du Japon (4,5%; +0,7%). Au cours des onze premiers mois 2021, les commandes export progressent de 28,1%, par rapport à la même période en 2020, atteignant un record historique à 606,2 Mds USD. [Pour l'ensemble de l'année, le MOEA estime que le montant total des commandes dépasseraient 660 Mds USD,](#) soit une hausse d'environ 25% en glissement annuel.

### IDE : baisse des investissements étrangers à Taïwan sur les onze premiers mois

Selon les dernières statistiques de la commission des investissements du ministère de l'Economie, [les investissements étrangers ont diminué au cours des onze premiers mois, de -22,46% en nombre de projets, et de -17,57% en valeur,](#) en glissement annuel. Les 2 448 projets approuvés représentent un montant de 6,7 Mds USD, [principalement dans les secteurs financiers et bancaires, les commerces de gros et de détails, les TIC, les productions des composants électroniques et l'immobilier.](#) Par ailleurs, 37 projets d'investissement en provenance de Chine continentale ont été validés pour un montant d'un peu plus de 46 M USD, soit une baisse en nombre de projets et en montant, respectivement, de 56,47% et de 62,86% par rapport aux onze premiers mois de 2020.

S'agissant des IDE sortants, le montant total des 371 projets recensés (hors Chine), progresse de 22,69% à 9,7 Mds USD. Les investissements à destination des pays d'ASEAN, essentiellement Singapour, Vietnam et Thaïlande, augmentent de 115% pour atteindre 5,6 Mds USD. En ce qui concerne les investissements taiwanais en Chine, le montant des projets d'investissement approuvés (388 demandes, soit -12,8% par rapport aux onze premiers mois 2020) diminuent de 14% à 4,7 Mds USD.

### **Mobilité urbaine : Kaohsiung comptera une troisième ligne de métro en 2028**

[Le Conseil National du Développement](#) vient de valider le projet de construction d'une troisième ligne de métro (ligne jaune) à Kaohsiung. Cette ligne qui s'étendra sur près de 23km, en sous-terrain sur près de 22km, comptera 23 stations et un centre de dépôt. Le coût de cette infrastructure a été évalué à [144,23 Mds TWD](#) (environ 4,5 Mds euros), dont près de 58% (83,3 Mds TWD) sera pris en charge par le gouvernement central. Le centre-ville compte actuellement deux lignes de métros, et une ligne de tramway circulaire. Selon la mairie de Kaohsiung, ce projet permettra d'augmenter la capacité du transport en métro de 18 à 25%. La nouvelle ligne desservira 6 zones administratives de la ville, [soit environ 42% de la population de Kaohsiung](#).

### **Parc scientifique de Taichung : des résultats boostés par le secteur des semi-conducteurs**

Le parc scientifique de Taichung a vu ses revenus augmenter [sur les 10 premiers mois de l'année de 9,45%](#), en glissement annuel, pour atteindre un montant de 843,05 Mds TWD (26,1 Mds euros). La part des entreprises du secteur des semi-conducteurs a atteint sur la même période 649,71 Mds TWD (plus de 20 Mds euros) traduisant une hausse de 4,68%, soit 77% des résultats totaux du parc. Les secteurs de l'optoélectronique (+30,3%) et de la machine-outil (+23,9%) représentent respectivement [18,4% et 2,9%](#) des résultats. Le secteur biotech progresse quant à lui de 16,9%, à plus de 6 Mds TWD, entraîné par la demande de tests de dépistage du Covid.

### **Semi-conducteurs : les autorités autorisent le projet d'investissement de TSMC au Japon**

[Le plan d'investissement de TSMC](#), pour construire une usine au Japon, vient d'être approuvé par la Commission des investissements du Ministère des affaires économiques. Cette dernière a estimé que si ce projet avec le Japon était emblématique, d'un point de vue technologique, il ne comportait aucun risque, les procédés utilisés au Japon n'étant pas aussi matures (écart d'au moins une génération). La production des semi-conducteurs à Kumamoto (22 à 28 nanomètres) devrait débuter en 2024. Le montant de l'investissement de TSMC est estimé à 1,8 Mds euros. TSMC détiendra [81% du capital](#) de la co-entreprise JASM, établie avec Sony. Selon TSMC, ce projet devrait permettre de créer 1 500 emplois.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

# Mongolie

## Croissance économique : la croissance devrait atteindre entre 4 et 6% en 2022

Le Fonds monétaire international envisage une croissance économique de 4,9% pour la Mongolie en 2022, en légère hausse par rapport à la fin de l'année 2021. La Banque asiatique de développement estime pour sa part une croissance à 6%, sous réserve du maintien des prix élevés des matières premières.

En 2021, le commerce extérieur a augmenté de 25% par rapport à 2020, avec une balance commerciale atteignant 2.4 Mds USD. Les revenus des exportations ont notamment dépassé les attentes en raison de la hausse globale du prix des matières premières en 2021.

## Politiques publiques : l'électricité des ménages subventionnée jusqu'en juin 2022

Le gouvernement mongol a prolongé cette politique de subventions mise en place durant la pandémie du covid-19 venant en aide à tous les ménages. Les habitants des quartiers de yourte n'auront pas de frais en électricité en dessous de 350 KWh par mois, tandis que ceux vivant dans des appartements seront limités à 250 KWh.

## Situation sanitaire : trois jours de quarantaine requis à l'arrivée

773 cas confirmés au 7 janvier et 3 207 personnes sont actuellement hospitalisés. 66% de la population est doublement vaccinée contre le virus.

Depuis le 25 décembre 2021, toute personne arrivant de l'étranger est placée à l'hôtel en quarantaine pour une durée de 3 jours.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet  
Rédacteurs : Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Haowei Hu, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par : Axel Demenet

Pour s'abonner : [camille.paillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:camille.paillard@dgtresor.gouv.fr)